

sécurité, rôle qui fonde toute la structure de l'ONU. Comme les mesures prévues au Chapitre VII n'ont jamais été appliquées auparavant, on s'interroge sur la façon de le faire aujourd'hui. Ce serait plus facile si le Comité d'état-major de l'ONU existait déjà avec des «forces permanentes» à sa disposition, mais comme tel n'est pas le cas, ce seront inévitablement les gouvernements des États-Unis et de l'Arabie saoudite qui décideront en dernière analyse comment et quand il faut recourir à la force. Il y aura lieu de s'interroger sur leurs démarches, mais il est vital que le gouvernement du Canada (et tous les Canadiens et les Canadiennes soucieux d'assurer le succès de l'ONU) sanctionne sans équivoque toute la stratégie du Conseil de sécurité et ses résolutions qui ont force de loi.

Il faut désormais renforcer l'appareil employé pour sévir lorsqu'il y a violation de la paix, selon le Chapitre VII, pour garantir que de nombreux pays pourront assumer la responsabilité des mesures de maintien de l'ordre; l'existence d'un tel régime aurait sans doute un salutaire effet de «dissuasion» auprès des agresseurs en puissance. Parallèlement, nous devons maintenant repenser l'emploi du veto par les membres permanents, voire remettre en question l'existence continue de ce dernier.

Les mécanismes régionaux et la conjoncture moyen-orientale

Afin d'éviter de surcharger le système onusien de sécurité, encore fragile, il conviendrait entre autres, là où ce serait possible, de mettre à contribution les institutions et mécanismes régionaux de sécurité. Une démarche prometteuse consisterait sans doute à adapter le modèle de la CSCE, qui a contribué à mettre un terme à la Guerre froide en Europe, et à en étendre l'utilisation à d'autres régions. Les idées que M. Joe Clark, ministre canadien des Affaires extérieures, et d'autres ont formulées sur la création d'un forum du Pacifique pour la sécurité et la coopération offrent beaucoup d'intérêt quant au cheminement à faire pour étudier et régler les grands problèmes de sécurité. Des évaluations préliminaires récentes faites en Afrique australe donnent à penser qu'avec la fin des interventions typiques de la Guerre froide et le début de la fin de l'*apartheid* et des manoeuvres déstabilisatrices, il existe de bonnes chances pour que des régimes de sécurité et de coopération progressent dans cette région.

Il n'y a pas lieu de désespérer d'en arriver à de nouveaux arrangements de sécurité en Asie du Sud ou au Moyen-Orient, vu le nouveau climat mondial. Au Moyen-Orient, la plupart des conflits sont reliés entre eux, qu'on le veuille ou non. Si le monde ne permet pas aux